

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Internationales n° 25

Le retour de madame Thatcher

- International -

Date de mise en ligne : mardi 17 novembre 2009

Démocratie & Socialisme

Aujourd'hui âgée de 84 ans et sévèrement affectée par la maladie d'Alzheimer, Madame Thatcher n'apparaîtra probablement plus jamais en public. Le trentième anniversaire de son arrivée au pouvoir est quasiment passé inaperçu. Et pourtant, la Dame de fer est de retour : ses idées se portent admirablement bien.

En léger reflux à partir de la deuxième moitié des années 90, les voici de nouveau irriguant la droite et une partie de la social-démocratie européenne : privatisations, réduction de la dette publique, coupes budgétaires dans les services publics, célébration de l'argent, de la compétitivité, discours moralisant sur les questions de société. La dernière crise cyclique du capitalisme semble avoir apporté dans ses bagages cet inattendu passager clandestin.

Côté pile, la droite britannique s'apprête à retourner au pouvoir armée du catéchisme néolibéral thatchérien. A l'occasion du dernier congrès du parti conservateur, David Cameron, le leader de l'opposition, et George Osborne, le ministre des finances dans le Shadow cabinet, ont dévoilé leur plan d'action gouvernemental. Osborne a déclaré que le coût de la crise serait « partagé par tous ». En réalité, ce seront les catégories travailleuses et populaires qui seront touchées par les mesures qu'il entend mettre en oeuvre : réductions de salaire pour 80% des salariés de la fonction publique ; les professions manuelles et faiblement rémunérées devront travailler une année supplémentaire pour faire valoir leur droit à la retraite (66 ans), alors que leur taux d'espérance de vie est de sept années inférieur à celui des classes supérieures ; 500000 personnes perdront une partie de leurs allocations sociales. Au moment même où la presse britannique épinglait les profits records enregistrés par les banques (renfloués par de l'argent public) et que les bonus ont recommencé à couler à flots dans les poches des banksters de la City, Osborne affirmait sans rire : « *Nous nous réservons le droit de prendre des mesures supplémentaires (lesquelles ?), si les fonds publics continuent d'être investis dans des salaires et des bonus injustifiables* ». Le monde de la finance a dû en frémir... de plaisir.

Cameron et Osborne, dans leurs discours respectifs, ont balisé le revival thatchérien en des termes qui ne souffrent d'aucune ambiguïté : les malheurs de l'économie britannique (et, partant, européenne) proviennent de la dette publique. Il aurait certes été surprenant que ces messieurs s'en prennent aux marchés, à l'économie capitaliste ou critiquent Gordon Brown pour avoir été leur zélé serviteur depuis douze ans. Cette analyse souligne le retour à un mode de pensée néolibéral orthodoxe : la crise capitaliste serait donc due au big government, l'Etat qui dépense « inconsidérément » l'argent des contribuables dans des programmes sociaux aussi « coûteux » qu'« inutiles » et qui, en conséquence, incitent les individus à se « complaire dans l'assistanat ».

Aucun des deux aspirants au pouvoir n'a crû pertinent de parler de récession économique, de l'augmentation du nombre de chômeurs, des faillites bancaires, du tarissement du crédit, de la faible demande des ménages. Cette analyse ne tient pas la route. D'une part, le Royaume-Uni demeure moins endetté en 2009 que la France ou l'Allemagne avec respectivement 54% du PIB, contre 75% et 73,4% (Eurozone : 77,7%). La situation de la dette britannique n'est donc pas à ce point catastrophique pour justifier de telles coupes dans les programmes sociaux. Nombre d'économistes reconnaissent qu'il est socialement irresponsable de tenter de réduire un déficit budgétaire - fût-il important - dans une période de crise économique profonde et durable. Ce dont les économies européennes ont besoin, ce n'est pas d'une nouvelle cure d'austérité (selon le mantra thatchéro-néolibéral), mais une forte injection d'argent public dans l'économie, surtout au moment où les effets de la crise de liquidité n'ont pas encore été réglés. En outre, seul l'Etat peut massivement intervenir dans une situation de crise car les investissements privés sont, pour le moment, largement gelés.

Les héritiers de Madame Thatcher aux portes de Downing Street se font également les porte-parole d'une vision apocalyptique des rapports internationaux et communautaires. Les eurodéputés conservateurs ont quitté le Parti populaire européen (PPE) au parlement européen au motif qu'il serait trop « europhile » et « fédéraliste ». Ils viennent de rejoindre le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), une nébuleuse de formations

europhobes, antisémites et d'individus qui réfutent la thèse du changement climatique (le parti lithuanien pour la Patrie et la Liberté - TB/LNNK, soutient les marches annuelles d'anciens Waffen SS. Le parti conservateur les a présentés comme des « soldats qui n'ont fait que défendre leur pays »). Au nom de sa croisade contre le communisme international, Margaret Thatcher n'avait jamais hésité à apporter son soutien politique et personnel à Augusto Pinochet au Chili ou au régime d'Apartheid en Afrique du Sud. La droite dure thatchérienne est donc de retour.

Côté face, les courants du thatchérisme européen (Sarkozy, Merkel, Berlusconi) pourraient aller repêcher leur soutien indirect mais indéfectible pendant les années 90 et jusqu'en 2005 : l'ex-premier ministre Tony Blair. Représentant le Quartet depuis 2007, l'émissaire Blair en charge du dossier israélo-palestinien peut se prévaloir d'un bilan des plus modestes. De fait, aucune de ses initiatives n'ont permis de faire progresser la situation de quelque manière que ce soit. Il est vrai que le fidèle allié de GW Bush est très pris par le lucratif circuit des conférences qui permet aux ex-chefs d'Etats de se construire une fortune personnelle en un temps record.

On parle donc du candidat Blair à la présidence de l'Union européenne. Il s'agit d'une nouvelle fonction créée par le Traité de Lisbonne (un mandat de 2,5 ans, renouvelable une fois). Le nouveau président aura à présider les quatre réunions annuelles du Conseil européen (qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres). Aucun candidat de « poids » ne semble se dégager pour barrer la route à Tony Blair. Les grandes puissances européennes le soutiennent car il assurerait une nouvelle inflexion de la politique communautaire dans un sens plus atlantiste et moins social (Blair fut, plus que tout autre premier ministre des années 1997-2005, celui qui freina les plus modestes propositions d'harmonisation sociale). Architecte de la guerre d'Irak et de la division européenne, issu d'un pays non membre de la zone euro, Blair pourrait devenir prochainement le premier président de l'Union européenne.

Les deux faces du thatchérisme britanniques auront pour ambition de légitimer cette nouvelle étape néolibérale et de l'exporter dans l'Europe entière. Elles y trouveront de nombreux soutiens. De leur côté, les gauches européennes devront lutter contre cette nouvelle offensive et mettre la candidature Blair en échec.

Philippe Marlière